



Sécurité Sociale
Caisse des Français de l'étranger

Marché n° 2025-AG-01

**Portant sur la maintenance des équipements immobiliers de la Caisse
des Français de l'Etranger (CFE)**

**Lot 3 – Maintenance préventive et corrective des portes
automatiques piétonnes, des barrières et portails
automatiques et des ascenseurs**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)**

Pouvoir Adjudicateur

La Caisse des Français de l'étranger, désignée ci-après « Pouvoir Adjudicateur » ou « CFE »

160, Rue des Meuniers,

CS 70238 – 77052 Melun Cedex,

77 950 Rubelles

Représentée par son Directeur, E.Pavy

Opérateur économique à qui a été attribué le marché

Désigné ci-après « le Titulaire ».

SOMMAIRE

PARTIE 1 : MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES PORTES AUTOMATIQUES PIETONNES, DES BARRIERES ET PORTAILS AUTOMATIQUES.....	3
1 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	3
2 - DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS.....	3
3 - PRESTATIONS DUES PAR L'ENTREPRISE	4
4 - DEROULEMENT DES VISITES	6
5 – RAPPORT ANNUEL D’ACTIVITE	6
6 - INTERVENTION DE DEPANNAGE	6
7 - COMPTE RENDU D’INTERVENTION.....	6
8 - ASTREINTE.....	6
9 - DÉLAI DE REMISE EN SERVICE	6
10 - MISE EN CONFORMITÉ - CONSEIL.....	7
11 - PRISE EN CHARGE - ÉTAT DES LIEUX	7
PARTIE 2 : MAINTENANCE ET TRAVAUX PONCTUELS PORTANT SUR LES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGE	8
1 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET DESIGNATION DES APPAREILS.....	8
2 - NATURE ET FREQUENCE DES PRESTATIONS A ASSURER	9
3 - MODALITES D’EXECUTION	11
3.1- DELAI D’INTERVENTION	11
3.2- SECURITE.....	12
3.3- MOYENS.....	12
3.4- PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS.....	12
3.5 - NETTOYAGE ET EVACUATION DES MATERIELS CHANGES	13
4 - DEFINITION DES PRESTATIONS DE MAINTENACE.....	13
4.1- MAINTENANCE FORFAITAIRE DES ASCENSEURS	14
4.2- MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE	14
4.3 - MAINTENANCE CORRECTIVE	14
5 - OPERATIONS DE VERIFICATION	14
6 - DEVOIR DE CONSEIL ET D’INFORMATION.....	15
7 - EXPERTISES TECHNIQUES ET CONTROLES	15
8 - OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATAIRE	15
9 - FIN DU MARCHÉ.....	16

PARTIE 1 : MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES PORTES AUTOMATIQUES PIETONNES, DES BARRIERES ET PORTAILS AUTOMATIQUES

1 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La présente partie a pour objet la maintenance préventive et corrective des portes automatiques piétonnes, ainsi que des barrières et portails automatiques comprenant la main d'œuvre, les déplacements, les dépannages entre visites, les vérifications, les réglages et les réparations (sans fourniture de pièces) constituant les systèmes de sécurité conformément à l'article R 125 – 5 de l'arrêté du 12 octobre 1990 et aux textes et règlements en vigueur concernant la profession (partie forfaitaire).

2 - DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS

1– ENTREE EXT PKG

Une porte piétonne automatique télescopique 20D à 2 vantaux

N° d'appareils : 1162558-1

Nombre de visites : **2 visites par an**

2– ENTREE INT PKG

Une porte piétonne automatique télescopique 20D à 2 vantaux

N° d'appareils : 1043772-1

Nombre de visites : **2 visites par an**

3– ENTREE EXT LIV

Une porte piétonne automatique TORMAX à 2 vantaux

N° d'appareils : FF18010055

Nombre de visites : **2 visites par an**

4– ENTREE INT LIV

Une porte piétonne automatique TORMAX à 2 vantaux

N° d'appareils : FF18010054

Nombre de visites : **2 visites par an**

5– PARKING SS PERSONNEL

Une porte de garage automatique basculante SINDAUR

N° d'appareils : 43753261

Nombre de visites : **2 visites par an**

6– PARKING SS DROITE

Une porte de garage automatique sectionnelle MISCHLER

N° d'appareils : 42467355

Nombre de visites : **2 visites par an**

7– ENTREE PKG PERSONNEL

Un portail automatique coulissant

N° d'appareils : 43928003

Nombre de visites : **2 visites par an**

8– SORTIE PKG PERSONNEL

Un portail automatique coulissant

N° d'appareils : 43928004

Nombre de visites : **2 visites par an**

9 - ENTREE PKG LIVRAISON

Un portail automatique coulissant

N° d'appareils : 42467307

Nombre de visites : **2 visites par an**

10 - SORTIE PKG LIVRAISON

Un portail automatique coulissant

N° d'appareils : 42467231

Nombre de visites : **2 visites par an**

11 – ENTREE PKG PERSONNEL

Une barrière levante à chaîne

N° d'appareils : 42467396

Nombre de visites : **2 visites par an**

12– SORTIE PKG PERSONNEL

Une barrière levante à chaîne

N° d'appareils : 42467369

Nombre de visites : **2 visites par an**

3 - PRESTATIONS DUES PAR L'ENTREPRISE

Les prestations d'entretien seront effectuées suivant les règles de l'art et conformément aux normes et règlements en vigueur dans la limite des heures normales de travail de l'entreprise, en principe du lundi au vendredi de 8h30 à 20h00.

Le titulaire précisera dans son offre ses heures ouvrées.

La fréquence des visites de maintenance a lieu selon la réglementation en vigueur. Elles consistent à :

- Vérifier la fixation de l'installation sur structure et resserrage,
- Contrôler l'aspect général des organes mécaniques et des soudures en particulier,
- Examiner le fonctionnement général des portes,
- Contrôler le coulisement,
- Vérifier les cellules et les radars intérieurs et extérieurs,
- Vérifier, régler et réaligner les organes de guidages,
- Vérifier les organes d'anti-dégondage,
- Vérifier les équilibrages,
- Contrôler les zones et fixations de fin de course,
- Effectuer tous les nettoyages (rails, le caisson d'entraînement...),
- Effectuer les lubrifications nécessaires, le nettoyage et graissage soigné des organes mécaniques,
- Effectuer les réglages électriques et mécaniques utiles au bon fonctionnement,
- Contrôler l'état des moteurs,
- Vérifier le fonctionnement des commandes, télécommandes, et communication,

- Vérifier le fonctionnement des systèmes d'ouverture d'urgence automatique,
- Vérifier le fonctionnement des sécurités au franchissement,
- Vérifier le fonctionnement de la réouverture sur obstacle,
- Vérifier l'état des débrayages et fonctionnements manuels,
- Vérifier la signalisation,
- Assurer tous les réglages nécessaires à une bonne détection et une bonne sécurité verrouillage, interrupteurs, fin de course, organes de coupures etc...
- Vérifier les verrouillages (fixation / alignement).
- Vérifier l'état des vantaux, vitres, rails...et leurs fixations,
- L'examen général des pièces et accessoires constituant le matériel pour maintenir l'appareil dans de bonnes conditions de sécurité et de fonctionnement.
- L'examen visuel des câbles électriques d'alimentation.
- La vérification du fonctionnement des freins et réglages si nécessaire.
- Le contrôle des temps d'ouverture.
- La Fourniture de graisse, chiffon, vis, boulons nécessaires à l'entretien
 - Contrôle des arrêts d'urgence.
 - Contrôle des sécurités porte.

Il n'est pas compris dans la maintenance, les réparations ou remplacement de pièces ou organes détériorés par malveillance ou usage anormal.

- Vérification du système électrique
 - Câblage
 - Connexions
 - Fin de course, contacteur(s) et disjoncteur(s).
 - Contrôle du bon fonctionnement des organes de sécurité.
 - Nettoyage les contacts électriques Armoire électrique
 - Serrage des connexions
 - Vérifications du calibrage des protections
 - Mesure de tension d'alimentation :
 - Contrôle de l'armoire électrique du groupe et des relais. Serrage des bornes.

La liste des interventions et travaux ci-dessus listés n'est pas exhaustive.

- Circuits électriques :

Le prestataire est responsable du contrôle des circuits électriques, du contrôle de continuité de terre sur l'ensemble de l'installation.

- Conditions particulières des prestations de maintenances

Dans le cadre du contrôle technique des appareils le prestataire s'engage à être présent à la demande de la CFE dans le cadre des vérifications périodiques afin de permettre ce contrôle, et de procéder si besoin à la réparation des dits appareils.

4 - DEROULEMENT DES VISITES

Les vérifications doivent se faire par un technicien qualifié de l'entreprise.

A l'issue de la prestation de vérification, il sera établi un "bon d'intervention" dont un exemplaire sera laissé sur le site avec le carnet d'entretien.

5 – RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

Le prestataire fournira en janvier de chaque année un rapport annuel d'activité reprenant les opérations réalisées sur les 12 derniers mois : visites de maintenance, interventions, réparations.

6 - INTERVENTION DE DEPANNAGE

Toute demande de dépannage du lundi au vendredi de 8 h 30 à 20 h 00 sera faite par appel téléphonique ou par mail, il appartient au titulaire du marché d'intervenir sur le site dans les **4 H** qui suivent la réception de la demande.

L'entreprise soumissionnaire, fournira à l'appui de son offre, les prix unitaires de la main d'œuvre et du déplacement pour ses interventions de dépannage, associé au marché de maintenance et de vérification.

7 - COMPTE RENDU D'INTERVENTION

Toute intervention réalisée par le titulaire, en entretien comme en dépannage, fait l'objet d'un compte rendu d'intervention rédigé par l'un des techniciens du titulaire et signé par le représentant du site. Sur ce compte rendu seront indiqués :

- La date de la visite
- Le nom du spécialiste présent
- Les anomalies constatées
- Les travaux effectués
- Les pièces remplacées ou à remplacer

Tous dépannages nécessitant remplacement de pièces, ou intervention non comprise dans le présent marché seront effectués uniquement après acceptation d'un devis.

8 - ASTREINTE

L'astreinte constitue l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens nécessaires pour intervenir en maintenance corrective (palliative et curative) **dans un délai de 2h.**

Le prestataire a l'obligation de tenir disponible, **en permanence 7j/7j – 24h/24h**, un personnel technique capable d'intervenir et d'assurer le dépannage.

9 - DÉLAI DE REMISE EN SERVICE

A chaque intervention, le titulaire du marché met tout en œuvre pour assurer la remise en service de l'appareil. Au cas où les caractéristiques de la panne ou du dysfonctionnement feraient obstacle à la remise en service immédiate, le titulaire met l'appareil en sécurité, informe le personnel sur place.

10 - MISE EN CONFORMITÉ - CONSEIL

Le titulaire conseille et propose à la CFE la réalisation de toute opération pouvant améliorer le fonctionnement de l'installation, sa disponibilité, ses performances, son confort et sa sécurité d'utilisation, ainsi que sa mise en conformité avec les normes et réglementations en vigueur.

11 - PRISE EN CHARGE - ÉTAT DES LIEUX

Lors de la première visite le titulaire réalise un état initial de chaque installation et fourni obligatoirement un rapport détaillé. Le résultat doit être notifié au pouvoir adjudicateur dans un délai de 90 jours après la notification du marché. Cette visite initiale doit mettre à jour, compléter ou corriger les caractéristiques techniques des différentes portes et portails automatiques.

PARTIE 2 : MAINTENANCE ET TRAVAUX PONCTUELS PORTANT SUR LES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGE

1 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET DESIGNATION DES APPAREILS

Cette deuxième partie concerne la maintenance préventive et curative des ascenseurs et monte-charges du site de la Caisse des Français de L'Etranger. Cette mission comprend l'ensemble des prestations d'entretien nécessaires pour maintenir les équipements en bon état de fonctionnement, garantir leur niveau de sécurité, et répondre aux obligations réglementaires en vigueur.

Ces obligations incluent notamment l'application du **décret n°2004-964 du 9 septembre 2004** relatif à la sécurité des ascenseurs, modifiant le Code de la construction et de l'habitation, ainsi que le **décret du 18 novembre 2004** relatif à l'entretien et aux contrôles techniques des ascenseurs, modifié par les **arrêtés du 1er août 2006** et du **30 novembre 2007**.

CFE – 160 rue des Meuniers 77950 Rubelles					
N° de Série	Type d'appareil - Marque	Nombre de niveaux	Charge Kg	Vitesse m/s	Année de Mise en service
45NRQ283	ELECTRIQUE OTIS	4	630	1	2013
45NRQ282	ELECTRIQUE OTIS	5	630	1	2013
AM48718	HYDRAULIQUE SORETEX	4	630	0,6	1991
AM48719	HYDRAULIQUE SORETEX	4	1000	0,6	1991
RQ284	HYDRAULIQUE OTIS	2	1000	0,15	2012

En complément, le titulaire s'engage à respecter les dispositions introduites par les textes réglementaires récents, applicables à compter de l'année 2025, et notamment :

- **L'obligation d'intervention sous 2 jours ouvrés** en cas de panne, conformément à la législation en vigueur, sous peine de sanctions financières progressives en cas de non-respect des délais d'immobilisation ;
- Le **maintien d'un stock minimal de pièces détachées** pour assurer la disponibilité des composants critiques nécessaires aux réparations rapides ;
- La mise en œuvre d'un **Programme de Contrôle d'Entretien (PCE)** conforme aux prescriptions réglementaires, documentant l'ensemble des opérations d'entretien planifiées et réalisées ;
- **L'affichage et conservation du registre d'entretien** à proximité immédiate de l'installation (salle des machines ou toit de cabine) ;
- La réalisation des **tests de sécurité de catégorie 5 (CAT5)** à pleine charge tous les cinq ans, pour les ascenseurs concernés (notamment à adhérence, à câbles hydrauliques ou avec amortisseurs à huile), conformément aux nouvelles exigences techniques.

Le marché doit couvrir l'ensemble de ces prestations, dans le respect des exigences de sécurité, de continuité de service et de traçabilité imposées par la réglementation en vigueur.

Le titulaire réalise l'ensemble de sa mission conformément aux règles de l'art et aux normes. Il livre les équipements et installations en parfait état de fonctionnement. Les matériaux non normalisés doivent avoir fait l'objet d'un avis technique du CSTB. Toutes modifications nécessaires au respect des documents techniques doivent être signalées lors de la première visite programmée dans le mois qui suit la notification de l'ordre de service à l'établissement avec validation de la Caisse des Français de l'Etranger. Dans ce cas, il peut être proposé une mise à niveau des installations.

Dans le cas où une nouvelle réglementation impose une modification des installations, l'entrepreneur doit fournir un devis des travaux nécessaires à la mise en conformité en le référant à partir des dispositifs réglementaires demandés. La CFE se réserve le droit de faire réaliser ses travaux soit par le Titulaire, soit par un prestataire tiers désigné au cours d'une procédure de mise en concurrence.

Au cours du marché, l'entreprise peut proposer des améliorations techniques des installations. Elles doivent permettre soit de rationaliser les installations, soit d'en faciliter l'entretien.

2 - NATURE ET FREQUENCE DES PRESTATIONS A ASSURER

Le titulaire assure l'entretien des équipements, une prestation incluant les opérations de contrôle, de réglage et de nettoyage des différents appareils, ainsi que la fourniture des produits et pièces nécessaires à ces interventions, conformément aux dispositions du décret du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs, et de l'arrêté du 28 novembre 2004, modifié par l'arrêté du 1er août 2006 (publié au Journal officiel du 15 août 2006). Le titulaire assure :

Pour les ascenseurs et monte-charge :

- Une visite toutes les 6 semaines (écart maximum entre 2 visites) en vue de surveiller le fonctionnement de l'installation et effectuer les réglages nécessaires ;
- La vérification toutes les 6 semaines (écart maximum entre 2 vérifications) de l'efficacité des serrures des portes palières et s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières ; l'examen semestriel du bon état des câbles et la vérification annuelle des parachutes ;
- Le nettoyage annuel de la cuvette de l'installation, du toit de cabine et du local des machines ;
- La lubrification et le nettoyage des pièces. Les produits de lubrifications et de nettoyage sont fournis par le titulaire.
- Les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repérés le contrôleur technique.
- La mise à jour du carnet d'entretien et du registre sécurité.

Cabine :

- *Essai de bouton de commande*
- *Contrôle du dispositif de secours(alarme/appe)*
- *Contrôle de l'éclairage*
- *Contrôle de la signalisation lumineuse*
- *Contrôle de l'éclairage de secours*
- *Porte cabine :*
- *Contrôle du fonctionnement*

- *Essai du dispositif de réouverture de porte*
- *Contrôle du verrouillage et efficacité des contacts*
- *Contrôle du déverrouillage de secours*
- *Portes palières :*
- *Contrôle du fonctionnement*
- *Contrôle du verrouillage et efficacité des contacts*
- *Contrôle du déverrouillage de secours*

Paliers :

- *Essai des boutons d'appel*
- *Contrôle de la signalisation lumineuse*
- *Contrôle de l'indicateur de position*
- *Contrôle de la précision d'arrêt*
- *Emplacement de la machine :*
- *Contrôle des niveaux d'huile*
- *Essai du dispositif de dépannage manuel*
- *Contrôle du frein mécanique*
- *Contrôle du jeu de couple et de butée*
- *Contrôle de l'état de la poulie d'adhérence*
- *Nettoyage de la machine*
- *Nettoyage du local*
- *Graissage des poulies*

Toit de cabine :

- *Contrôle des commandes*
- *Nettoyage*

Cuvette :

- *Contrôle bouton d'arrêt*
- *Contrôle des amortisseurs*
- *Graissage des poulies*
- *Contrôle de la poulie tendeuse*
- *Nettoyage*
- *Armoire de commande :*
- *Contrôle de l'appareillage, des fusibles*
- *Vérification des dispositifs de sécurité*
- *Contrôle du limiteur de fonctionnement du moteur*
- *Nettoyage*

Sélecteur :

- *Vérification du fonctionnement*

Gaine :

- *Contrôle de l'éclairage*
- *Essai des hors course de sécurité*

- *Contrôle de l'état des câbles et des attaches*
- *Contrôle de l'état des coulisseaux*
- *Contrôle du niveau d'huile des coulisseaux graisseurs*
- *Essai de l'ensemble de la chaîne des sécurités*
- *Nettoyage des rails de portes palières*
- *Vérification du limiteur de vitesse*
- *Essai du fonctionnement du parachute*
- *Contrôle du serrage de la boulonnerie*

Outre les pièces listées ci-dessus, l'entretien inclus la réparation ou le remplacement des pièces, lorsque dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent **une usure excessive ou sont défailtantes**.

Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du marché d'entretien devront faire l'objet de comptes rendus dans un carnet d'entretien tenu à jour. En outre, l'entreprise remettra au représentant du pouvoir adjudicateur un rapport annuel d'activité conformément aux conditions fixées au III de l'article R. 125-2-1.

Le personnel qu'il emploie pour l'exercice de cette mission doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à l'article 9 du décret n° 95-826 du 30 juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs des prescriptions de l'article R. 125-2.

3 - MODALITES D'EXECUTION

3.1- DELAI D'INTERVENTION

Le titulaire s'engage à

- **Dans le cas d'une intervention pour une personne bloquée en cabine, le prestataire doit intervenir** 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et dans un délai d'une demi-heure sur simple demande téléphonique d'un représentant de la CFE
- Intervenir dans un délai idéal de 4 heures ouvrées dans le cadre d'une intervention de dépannage du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur ou son représentant d'éventuels délais spécifiques pour les autres pièces que les pièces standards, dans le cas où le délai susvisé ne pourrait pas être respecté en raison de délais de fabrication et/ou d'approvisionnement supérieurs. Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour réduire le délai au minimum et à remplacer ladite pièce dans le délai ainsi annoncé.

Le prestataire Doit informer le service Gestion du Patrimoine, par mail à supportdga@cfe.fr ,des dates et horaires des interventions de maintenance.

Tout manquement ou dépassement de délai pour une intervention fera l'objet de pénalités précisées au CCAG applicable.

3.2- SECURITE

Le titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son entreprise.

Il doit informer sans retard le représentant du pouvoir adjudicateur de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations et de mettre en cause la sécurité des personnes.

A chaque intervention d'entretien, le titulaire s'engage à mettre l'appareil en sécurité et à apposer une affiche sur les portes de chaque niveau de l'appareil pour informer les personnes que l'ascenseur est momentanément indisponible pour cause de maintenance.

3.3- MOYENS

Le titulaire du marché doit mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations notamment au niveau :

- De l'outillage, des équipements de manutention
- Des moyens d'accès (échelles, échafaudages, plate-forme...)
- Des protections, balisage et signalétique des zones d'intervention
- Des outils spéciaux à se procurer auprès des constructeurs ou des installateurs
- De l'évacuation des matériels déposés après accord du gestionnaire
- Des outillages et appareils de contrôle nécessaire à l'exécution des prestations.

Le titulaire fournit tous les produits, ingrédients et petits matériels (chiffon, huile, graisse, antigel, solvants, détartrants, vis, écrous, joints, etc.) nécessaire au fonctionnement du matériel.

Il a également à sa charge :

- L'établissement de toutes les protections et dispositifs de sécurité réglementaires nécessaires à l'intervention de son personnel, ainsi que toutes les protections nécessaires à la pérennité des lieux (mobilier, revêtements de sol, etc.) et à la protection des personnes
- L'enlèvement et évacuation des matériels, des gravois ainsi que le nettoyage

Tous les matériels et produits laissés dans les locaux sont sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

3.4- PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS

Lors de toute exécution de travaux, le titulaire doit prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Le cas échéant un balisage de la zone de chantier est réalisé.

Doivent particulièrement être protégés :

- Les revêtements de sols
- Les revêtements muraux
- Les plafonds et les faux plafonds

Selon la nature des travaux à réaliser, il doit être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Les prestations à mettre en place sont fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

En tout état de cause, les dispositions à prendre doivent être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, le titulaire a à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires.

À tout moment, le titulaire doit prendre des dispositions particulières, visant à garantir la sécurité des occupants.

3.5 - NETTOYAGE ET EVACUATION DES MATERIELS CHANGES

Il est précisé :

A chaque visite, le site doit toujours être maintenu en parfait état de propreté, ce qui inclus l'ensemble des machineries ascenseurs, les cabines, boîtes à boutons. L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet ;

- Les déchets doivent toujours être évacués au fur et à mesure ;
- A la fin de chaque intervention qui l'aura nécessité, l'entrepreneur doit enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux ;
- Le titulaire du présent marché a l'obligation de recycler les déchets produits, notamment en ce qui concerne le matériel électrique et ce conformément aux mesures DEEE du 15 novembre 2006
- Le titulaire s'engage à fournir les bordereaux du traitement correspondant quand des éliminations particulières sont nécessaires.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prestations concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fait exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, aux frais de ce dernier.

4 - DEFINITION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Le marché prévoit des prestations dans le cadre d'un forfait.

La maintenance comprend l'ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir un bien dans un état spécifié ou en mesure d'assurer un service déterminé.

4.1- MAINTENANCE FORFAITAIRE DES ASCENSEURS

La maintenance forfaitaire des ascenseurs inclut la maintenance préventive systématique.

Pour chacune de ces opérations, le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour interdire ou protéger l'accès à l'appareil durant son intervention.

Les périodes de congés annuels ne pourront donner droit à une diminution ou restriction de quelques natures qu'elle soit, des fréquences des visites ou des prestations définies au présent marché.

4.2- MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE

La maintenance préventive systématique sera effectuée pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées de la titulaire du marché.

Les prestations de maintenance préventive sont à minima celles définies par l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs pour les marchés à clauses étendues, complétées des opérations supplémentaires demandées par le maître d'ouvrage.

Les vérifications périodiques à réaliser sont listées ci-dessus. Si l'une des vérifications périodiques révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée ou le remplacement de la pièce devra être entrepris dans les plus brefs délais et consigné sur le carnet d'entretien.

Les déplacements, frais de matériels ou autres, sont intégrés dans le cadre du forfait de maintenance et ne pourront en aucun cas faire l'objet de facturation supplémentaire. Dans le cadre de la maintenance systématique, le titulaire s'engage à remplacer les pièces standards dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de son intervention d'entretien. Les dépannages dont le montant est supérieur à **300,00 € TTC** seront effectués uniquement après acceptation d'un devis.

Prestation exclues du forfait maintenance

Le marché n'inclus pas, pour le titulaire, l'obligation de remplacement des pièces rendues nécessaires du fait de la mauvaise utilisation de l'appareil, qui reste en toute situation à la charge du maître d'ouvrage.

4.3 - MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance curative sera effectuée après devis préalable présenté par le titulaire et après émission d'un bon de commande par la CFE.

Les frais de main d'œuvre et de déplacement sont facturés au coût indiqué dans le BPU. Les pièces indiquées dans le BPU sont facturées au prix indiqué dans le BPU. Les fournitures qui ne sont pas indiquées dans le BPU sont facturées au coût indiqué dans la catégorie des dépenses contrôlées.

5 - OPERATIONS DE VERIFICATION

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché, le titulaire doit mettre à jour les plans et schémas des installations et transmettre au représentant local du pouvoir adjudicateur un exemplaire de ces plans modifiés.

Après chaque intervention, le titulaire du marché doit remplir le carnet d'entretien et le registre de sécurité de l'appareil concerné où sont mentionnées toutes les interventions effectuées avec mention des dates, heures et émargement du personnel de l'entreprise.

Ce carnet reste entre les mains du représentant local du pouvoir adjudicateur. Ce dernier procédera, annuellement, à une vérification de ces carnets qui serviront de base, s'il y a lieu, à la fixation du montant des pénalités pour indisponibilité.

Le titulaire s'engage à effectuer les mesures de maintenance curative spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique.

Les interventions de maintenance curative s'effectueront du lundi au vendredi de 8h30 à 20 h.

6 - DEVOIR DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire propose au pouvoir adjudicateur ou son représentant la réalisation de toute opération pouvant améliorer le fonctionnement de l'installation, sa disponibilité, ses performances, son confort, sa sécurité d'utilisation, sa mise en conformité avec les normes et réglementations applicables. Il l'informe des évolutions de la réglementation relative aux ascenseurs et installations relevant de son domaine de compétence. Le prestataire réalisera des études chiffrées pour les travaux de remise en conformité et de changement de pièces et soumettra son offre pour validation avant toute intervention.

7 - EXPERTISES TECHNIQUES ET CONTROLES

La Caisse des Français de l'Etranger se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un organisme de son choix, les expertises qu'il estime nécessaires et celles prévues par la réglementation.

Le service en charge du suivi des vérifications convoque par courrier, fax ou courriel l'entreprise titulaire. En conséquence, le titulaire du marché s'engage à être représenté lors de ces visites et à apporter son concours et mettre en place les moyens appropriés pour faciliter la réalisation de ces essais et vérifications.

Les interventions **d'assistance aux contrôleurs techniques annuel et quinquennal** sont prévues dans le cadre du marché et ne feront pas appel à une facturation supplémentaire. La présence du mainteneur est obligatoire lors de cette vérification du bureau de contrôle.

Si ces vérifications révélaient que l'entretien n'a pas / ou mal été effectué, conformément aux prescriptions du présent marché, ces manquements entraîneraient l'application des pénalités, les frais nécessaires à la mise en place de nouvelles visites de contrôle, sont dans ce cas à la charge du titulaire du marché.

8 - OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATAIRE

La Caisse des Français de l'Etranger s'engage à laisser au représentant de l'entrepreneur, pour le besoin de son service, l'accès aux installations dans les parties communes ou privatives sous contrôle, ou avec autorisation d'un représentant de la CFE.

9 - FIN DU MARCHÉ

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent marché, les travaux de remise en état sont réalisés soit par le titulaire sortant avant la fin de son marché, soit par le titulaire entrant. Dans ce cas, il est facturé aux frais exclusifs du titulaire sortant.

Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché toutes les documentations nécessaires à la maintenance complète des installations y compris frais de reproduction de remise en état ou de reconstitution.

En cas de carence, ces dossiers sont reconstitués par le nouveau titulaire aux frais de l'ancien.